



SPECIALISTE JURISTE (LEGISLATION FONCIERE RURALE ET/OU PASTORALISME) (2301822)

Date limite mardi 25 juillet 2023

Domaine de spécialisation

Droits fonciers coutumiers, fonciers ruraux, Migrations et Pastoralisme

Tâches et responsabilités (non exhaustives)

- Elaborer une revue de littérature (à partir d'informations internes et externes à la FAO) des rapports et méthodologies pertinents existants pour y extraire les principales idées et conclusions qui serviront à appréhender le contexte actuel et à analyser les textes réglementant le pastoralisme et la transhumance en RCA ;
- Compiler à l'aide des bases de données FAO et de toutes autres sources utiles, les textes réglementant le pastoralisme et la transhumance nationale et internationale y compris les textes nationaux et les projets de textes sous régionaux ;
- Analyser les textes réglementant le pastoralisme et la transhumance dans les pays du PARTTAC (Cameroun, Centrafrique et Tchad) ;
- Appuyer la revue des cadres et outils de régulations existants au niveau régional, national et local (textes, plateformes, dispositifs et taxes) permettant d'analyser l'adéquation de ces cadres juridiques et outils avec les enjeux actuels, d'identifier les manques et de proposer des solutions ;
- Contribuer à la restauration des commissions mixtes bilatérales à travers des cadres juridiques opérationnels ;
- Assurer la formation des leaders ruraux sur la vulgarisation des textes en vigueur ;
- Appuyer les initiatives de plaidoyer auprès des Etats pour l'harmonisation des textes réglementant le pastoralisme et la transhumance nationale et transfrontalière ;
- Assurer la réalisation de toutes autres tâches requises par les superviseurs pour atteindre les objectifs de la consultance.

Conditions minimales à remplir

- Être de nationalité centrafricaine ou être résident dans le pays avec un permis de travail régulier ;
- Avoir un diplôme universitaire de niveau maîtrise en droit; avoir un diplôme de spécialisation ou un Master sur le droit foncier rural et/ou les migrations ;
- Avoir au minimum 5 années d'expériences dans le domaine juridique;
- Avoir au moins 5 années d'expériences professionnelles en matière d'assistance juridique dans le domaine de résolution des conflits et de techniques de médiation et de conciliation communautaire.

Aptitudes techniques/fonctionnelles

- Bonne connaissance du système juridique et institutionnel de la RCA et de la sous-région d'Afrique centrale;
- Avoir une expérience significative en analyse des textes réglementant le pastoralisme et la transhumance nationale et transfrontalière ;
- Avoir une expérience significative en formation et renforcement de capacités des leaders ruraux sur la vulgarisation des textes en vigueur ;
- Avoir des connaissances ou une expérience de travail avec des initiatives de prévention des conflits et/ou de consolidation de la paix seraient considérées comme un atout majeur, ainsi que l'expérience dans les domaines de la sécurité alimentaire, des moyens de subsistance et/ou de la gestion des ressources naturelles.

COMMENT POSTULER

Pour plus de détails et présenter votre candidature, veuillez suivre ce lien

https://jobs.fao.org/careersection/fao_external/jobdetail.ftl?job=2301822&lang=fr_FR.